

Clermont-Ferrand, le 31 mars 2026

Nos réf. : 20260331-RAP-63-0225-A&D-Ancizes-FourH24-FourTV2.odt  
Affaire suivie par : Stéphanie PIREYRE  
Unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
Équipe ECIE  
Tél. : 04 73 17 37 26  
Courriel : stephanie.pireyre@developpement-durable.gouv.fr

Département du Puy-de-Dôme  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
**Société Aubert & Duval – Commune des Ancizes**  
Rapport de l'inspection de l'inspection des installations classées

**Objet :** Porter à connaissance du 18 juin 2025 – Implantation d'un four de refusion sous vide  
Porter à connaissance du 7 janvier 2026 - Implantation d'un four de traitement thermique vertical  
**P.J. :** projet de courrier préfectoral

## 1 - PRÉSENTATION

### 1.1. Le demandeur

La société Aubert & Duval est spécialisée dans la production d'aciers et de super alliages à partir de la récupération de déchets de ferrailles.

<b>Pétitionnaire</b>	AUBERT & DUVAL Usine des Ancizes
<b>Forme juridique</b>	SAS
<b>SIRET</b>	380 342 808 00090
<b>Coordonnées du site</b>	BP1 63770 Les Ancizes-Comps
<b>Adresse du siège social</b>	12 rue d'Oradour sur Glane 92130 Issy-les-Moulineaux
<b>N° AIOT</b>	0005600289
<b>Contacts en charge du dossier / Fonction</b>	Serdar BIRCAN Directeur du site
	Sylvain GERAUD Responsable Service HSE

### 1.2. Historique et situation administrative du site

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2021.

Il est soumis au régime d'autorisation au titre des ICPE et est classé IED (directive européenne relative aux plus gros émetteurs de pollutions chroniques) selon l'activité principale de production d'acier (rubrique 3220, BREF I&S Iron & Steel).

### 1.3. Situation géographique du site

Le site Aubert & Duval est situé dans la commune des Ancizes dans le département du Puy-de-Dôme, sur un site de 60 hectares. Ci-dessous, la localisation du site :



## 2 - Projet d'implantation du four H24

### 2.1. Justification du projet

Aubert & Duval souhaite augmenter sa capacité de refusion de gros lingots, en raison d'une augmentation des commandes pour la production d'arbres du moteur LEAP et de pièces de train d'atterrissage.

Un nouveau four de refusion, renommé H24, est projeté dans un atelier déjà existant « Élaboration Spéciale » qui dispose déjà de 5 fours de refusion catégorisés comme « Gros Vars » (H20, H25, H26, H27 et H30). Le four H24 d'une capacité maximale de 36 tonnes va permettre l'élaboration de lingots de 20 tonnes maximum (soit 4 lingots par semaine et 4000 tonnes par an).

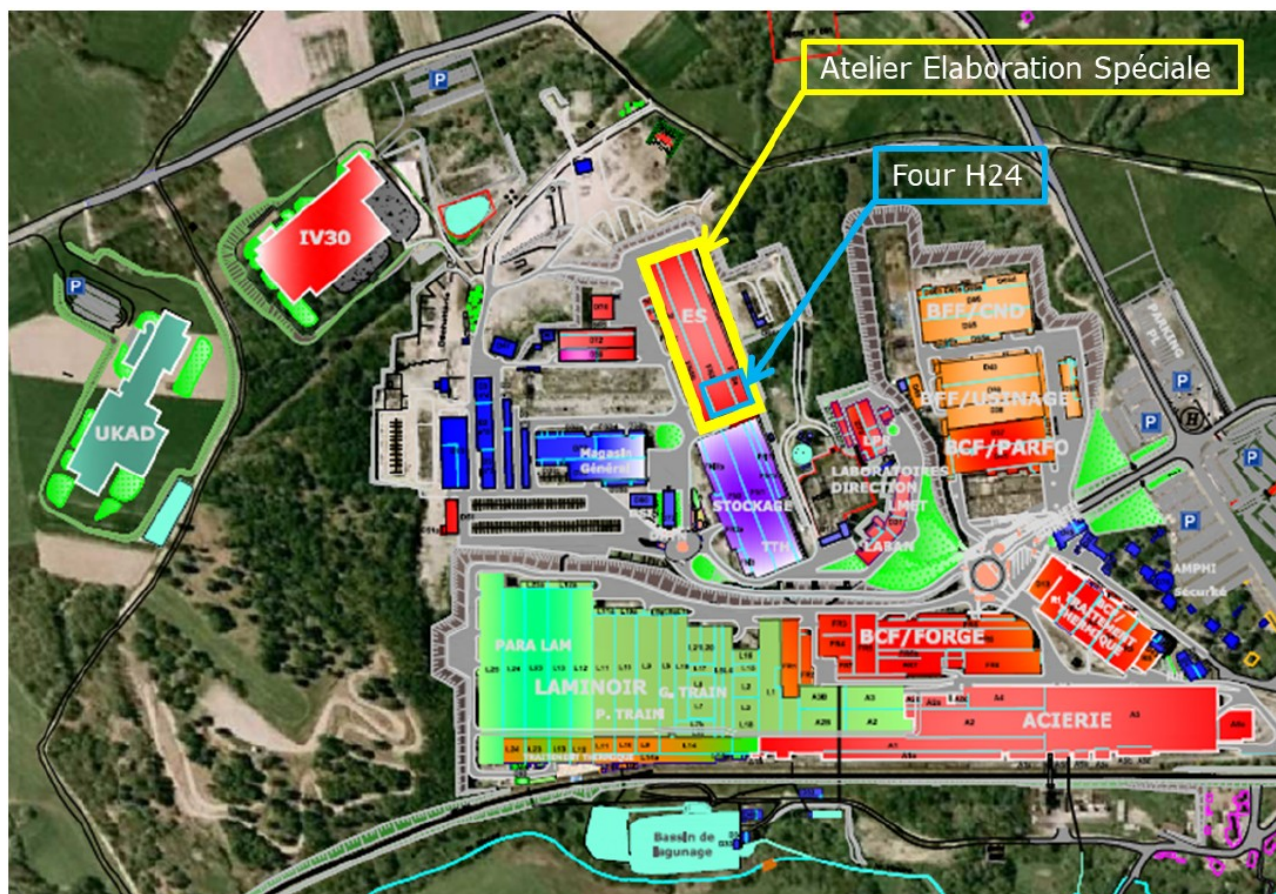
La refusion sous vide (ou VAR) qui sera réalisée par ce four H24 permet d'affiner la structure de l'alliage et d'en améliorer l'homogénéité. Les électrodes utilisées sont préalablement élaborées dans la partie aciérie classique (à air) ou par le four IV30 du site des Ancizes.

Actuellement, aucun four ne permet de soutenir la montée en charge pour servir les besoins en lingots pour les marchés aéronautiques. Le nouveau four est donc nécessaire et viendra en lieu et place du four H17 et ses annexes (y compris la TAR) qui ont été démantelés (sans modification du bâtiment ou nouvelle construction).

La refusion dans le four H24 (comme dans le four H27) nécessite l'injection d'hélium (par 2 bouteilles de 9 m³ stockées à côté du four) afin de créer un film protecteur entre le métal liquide et la lingotière en cuivre. Certaines refusions pourront être effectuées sous argon (alimenté par le réseau existant dans l'atelier).

La refusion nécessite la mise en place d'un système de refroidissement qui sera réalisé par une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 1360 kW couplée à deux circuits d'eau secondaire. De plus, d'autres équipements annexes (pompes utilisées pour la mise sous vide du four avant fusion, local de supervision du four et groupes de puissances) devront être refroidis par un groupe froid ou des climatiseurs utilisant du fluide frigorigène.





## 2.2. Mise à jour des installations relevant de la rubrique 2921

Les installations TAR AOD Lance (744 kW), TAR H17 (1380 kW) et TAR BH3 (761 kW) ne sont plus utilisées et leur activité ne sera pas reprise.

Les installations TAR Presse 4500 tonnes (1500 kW) et TAR IV05 (250 kW) ont été arrêtées et démantelées en 2025.

La liste des installations visées par la rubrique 2921 présentes sur le site des Ancizes et leurs puissances respectives est la suivante :

Dénomination	Puissance kW
IV30	4600
BE4	761
BE5	761
AOD	11860
Ejecteurs	6000
Presse 2500T	500
H5	1750
H7	1500
H9	815
H20	1418
H24	1360
H25	1376
H26	1376
H27	1360
H30	989
RL13/25	1500
	2161
RL24	2123
RL26	2130
HIP	310
<b>Puissance cumulée</b>	<b>44 649</b>

### **2.3. Impact administratif de la modification**

La modification impacte trois rubriques de classement ICPE :

- la production d'acier classée sous la rubrique 2545 : passage de 147,2 MW à 120,1 MW, cette activité reste soumise à autorisation. Avec le retrait du four H17 (1,8 MW) et l'ajout du four H24 (2MW), l'augmentation nette de ce projet est de 0,2 MW. La baisse de puissance est artificielle car le classement antérieur prenait en compte le four d'aciérie S40 qui n'est plus utilisé depuis plusieurs années. De plus, ce four ne peut pas fonctionner en même temps que le four S60, les puissances selon la rubrique 2545 ne se cumulent donc pas ;
- le refroidissement évaporatif par dispersion d'eau selon la rubrique 2921-a : passage d'une puissance de 46 564 kW à 44 649 kW, cette activité reste soumise à enregistrement malgré l'arrêt de plusieurs installations. L'augmentation liée au projet est de 1360 kW mais compte-tenu de la suppression de certains circuits, la puissance globale est abaissée à cette rubrique ;
- l'emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements clos en exploitation selon la rubrique 1185-2-a : la capacité passe de 550 kg à 565,2 kg, l'activité reste à déclaration. La modification augmente uniquement de 15,3 kg la capacité autorisée sur le site, l'augmentation autre étant liée à un nouveau recensement des installations du site.

### **2.4. Impact sur les risques chroniques et accidentels**

#### **2.4.1 - Risques chroniques**

L'implantation du four étant réalisée dans un atelier déjà existant, les impacts sont relativement faibles.

L'impact majeur de cette modification concerne la consommation d'eau. En effet, le procédé nécessite un refroidissement des installations par une tour aéroréfrigérante dont le circuit primaire nécessite des appoints réguliers. Des installations similaires étant mises en œuvre sur le site, la consommation d'eau attendue est de 4500 m<sup>3</sup>/an, ce qui représente une augmentation de 4% de la consommation d'eau potable du site (115200 m<sup>3</sup> en 2024).

Les seuls rejets aqueux liés au projet sont les eaux de purge de la tour aéroréfrigérante et la vidange tri-annuelle ou dysfonctionnelle des circuits secondaires. Ils seront pris en charge au niveau des lagunes du site. Aucune révision du dimensionnement des ouvrages à venir et des modalités de surveillance actuelles des effluents aqueux n'est nécessaire.

Les émissions atmosphériques sont nulles car aucun polluant n'est rejeté par les opérations de refusion. La cheminée liée au four H24 permet uniquement l'échappement du vide lors de la fusion. Seules les émissions liées à l'utilisation d'une tour aéroréfrigérante nécessitent un suivi puisque le risque de dispersion de légionelles doit être contrôlé.

#### **2.4.2 - Risques accidentels**

Lors de la mise à jour de l'étude de danger du site en 2015, les fours de l'atelier d'Elaboration Spéciale ont été étudiés. Aucun phénomène dangereux n'a été identifié pour les fours de refusion. Seul le risque de contact eau/métal liquide pouvant conduire à une explosion a été retenu selon la méthode AMDEC. Les dispositifs de sécurité mis en place sur les autres fours (capteurs de pression, débit d'eau, température d'eau, de tension ... avec seuils d'alarmes, caméras de surveillance de l'arc, détections incendie, moyens de secours du système de refroidissement dont un groupe électrogène) sont prévus pour cette nouvelle installation. De plus, ce nouveau four sera intégré dans le plan d'opération interne (POI) du site.

### **2.5. Analyse de l'inspection des installations classées**

#### **2.5.1 - Substantialité**

La modification apportée n'entre pas dans les critères des modifications entraînant une évaluation environnementale systématique ou un cas par cas selon l'article R.122-2 du Code de l'Environnement.

La modification a un faible impact sur les rubriques de classement ICPE.

Ses impacts chroniques et accidentels sont maîtrisés par les dispositions décrites dans le dossier et les modifications apportées sont prévues dans les installations déjà autorisées.

Cette modification est donc jugée notable mais non substantielle.



### 2.5.2 - Acceptation des impacts

Les modifications envisagées sont de faible impact par rapport aux installations déjà autorisées. Les dispositions décrites dans le dossier permettent de démontrer un respect des exigences réglementaires. Le respect des arrêtés ministériels et préfectoraux permettront d'encadrer les risques résiduels de l'installation projetée.

## 3 - Projet d'implantation du four TV2

### 3.1. Justification du projet

Aubert & Duval souhaite augmenter sa capacité de production pour la réalisation de pièces de train d'atterrissage en titane dans le cadre de contrats majeurs, le four existant TV1 n'étant pas en mesure de traiter toutes les nouvelles commandes.

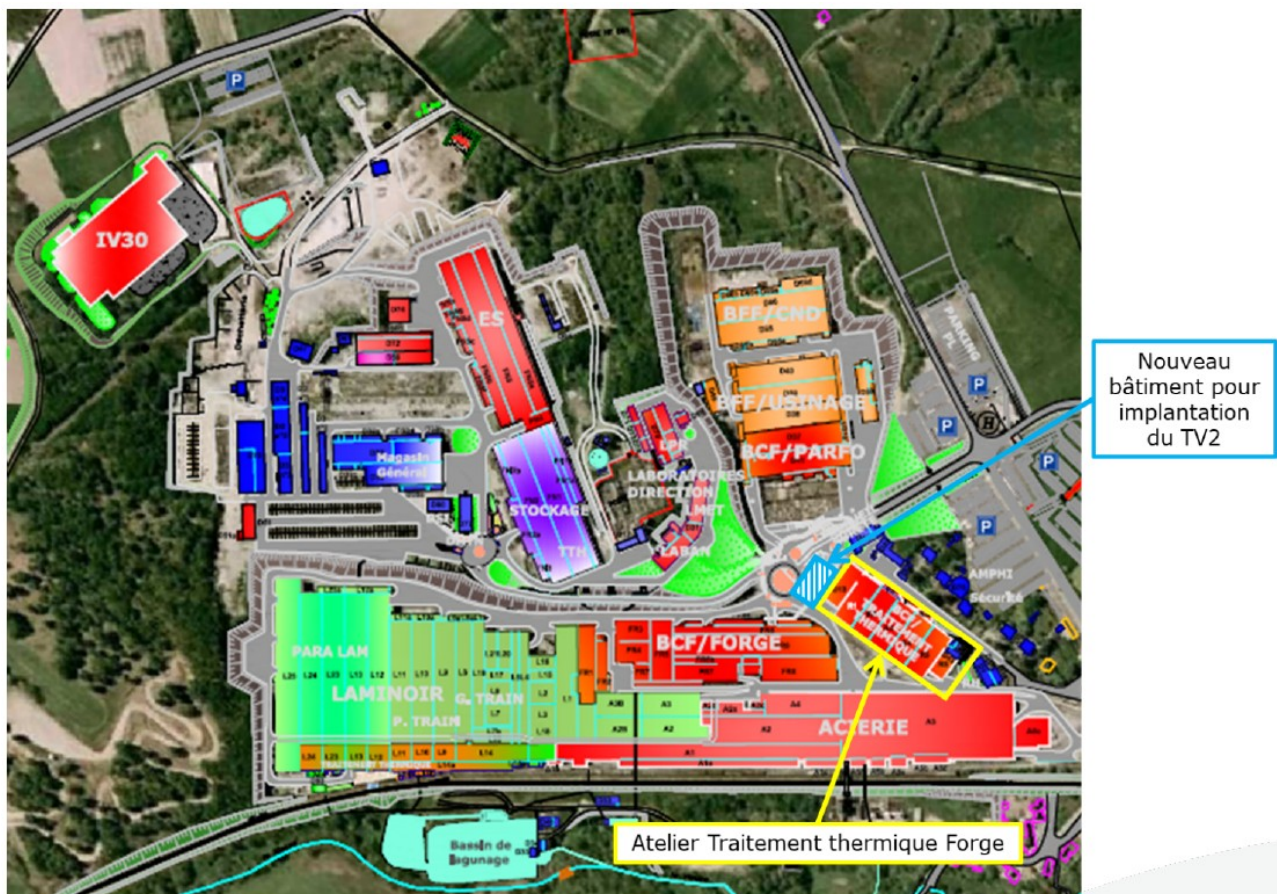
Suite à de nombreuses contraintes, le nouveau four électrique de traitement thermique vertical d'une puissance de 580 kW, renommé RV2, sera implanté dans un nouveau bâtiment accolé au bâtiment R0 de l'atelier traitement thermique Forge accueillant le four TV1 afin de mutualiser certains outillages et simplifier la logistique. Il est estimé une production de 450 pièces par an pour les deux fours TV1 et TV2.

Le nouveau bâtiment a fait l'objet d'un permis de construire qui a été accordé. Il respectera les dispositions constructives de l'arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561, à l'exception de l'article 2.4.1 pour lequel une demande de dérogation est sollicitée par l'exploitant.

Le four TV2 sera installé dans une fosse en béton de 10,5 m x 7,8 m et de 8 m de profondeur.

Les pièces seront refroidies au niveau d'une zone de refroidissement à l'air pulsé (station de refroidissement d'une puissance de 2 x 64 kW = 128 kW).

Trois climatiseurs utilisant du fluide frigorigène seront installés pour le refroidissement des armoires électriques.



### 3.2. Impact administratif de la modification

La modification impacte deux rubriques de classement ICPE :

- l'activité de traitement thermique de pièces titane (revenu) classé sous la rubrique 2561 : passage de 139,4 MW à 120,58 MW contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier, cette activité reste soumise à déclaration. L'augmentation liée au four TV2 est bien de 0,58 MW (la puissance de 0,708 kW correspond à celle du four additionné à celle du refroidissement à air pulsé). La baisse de puissance est liée à un nouveau recensement des installations existantes du site ;
- l'emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements clos en exploitation selon la rubrique 1185-2-a : la capacité passe de 550 kg à 609,5 kg, l'activité reste à déclaration. La modification augmente uniquement de 5,4 kg la capacité autorisée sur le site, l'augmentation autre étant liée à un nouveau recensement des installations du site.

### 3.3. **Impact sur les risques chroniques et accidentels**

#### 3.3.1 - Risques chroniques

Le fonctionnement du four et de ses équipements annexes ne nécessite aucune consommation d'eau, n'engendre aucun effluent aqueux et n'émet aucun rejet à l'atmosphère.

L'entretien et le contrôle des trois climatiseurs seront intégrés au contrat de gestion de l'ensemble des équipements du site afin de limiter toute fuite de gaz fluoré.

#### 3.3.2 - Risques accidentels

Lors de la mise à jour de l'étude de danger du site en 2015, le risque incendie au niveau du bâtiment abritant le four TV1 a été étudié. Il n'a pas été retenu comme potentiel de danger car la charge calorifique présente dans le bâtiment correspond à un risque incendie faible d'une durée théorique de 20 minutes.

Cette même logique a été appliquée au four TV2. Le nouveau bâtiment présente une charge calorifique de 59080 MJ, soit une Densité de Charge Calorifique (DCC) de 191 MJ/m². Cette valeur de DCC correspond à un risque incendie faible selon le CNPP.

Une détection incendie est prévue dans le local des armoires électriques (captage multipoints) ainsi que dans le local de transformation électrique qui sera REI120. Ce nouveau four sera intégré dans le plan d'opération interne (POI) du site.

#### 3.3.3 - Demande de dérogation

Une demande de dérogation a été sollicitée par l'exploitant :

N°	Référence de l'article	Prescription correspondante	Motif de la demande d'aménagement	Mesures compensatoires proposées par l'exploitant
1	Article 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015	Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs et planchers hauts REI 120 ; - couverture incombustible, classe BROOF (t3) ; - porte donnant vers l'extérieur EI 30.	La charpente métallique, couverture et bardage sont en matériaux incombustibles M0 mais ne permettent pas d'atteindre un classement REI120 ou BROOF (t3). De même la porte sectionnelle du bâtiment n'est pas EI 30, comme la totalité des autres portes sectionnelles de l'usine. Les éléments constitutifs du bâtiment sont de même nature que ceux du bâtiment R0 abritant le four TV1.	Densité de Charge Calorifique du bâtiment à un risque incendie faible. Détection incendie dans le local des armoires électriques et dans le local de transformation électrique REI120. Gestion du risque incendie selon les modalités définies dans le POI. PI à moins de 100 m de l'installation.

Au regard de cette analyse et en tenant compte des mesures compensatoires, il apparaît que les aménagements sollicités par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

### 3.4. Analyse de l'inspection des installations classées

#### 3.4.1 - Substantialité

La modification apportée n'entre pas dans les critères des modifications entraînant une évaluation environnementale systématique ou un cas par cas selon l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

La modification a un faible impact sur les rubriques de classement ICPE.

Ses impacts chroniques et accidentels sont maîtrisés par les dispositions décrites dans le dossier et les modifications apportées sont prévues dans les installations déjà autorisées.

Cette modification est donc jugée notable mais non substantielle.

#### 3.4.2 - Acceptation des impacts

Les modifications envisagées sont de très faible impact par rapport aux installations déjà autorisées. Les dispositions décrites dans le dossier permettent de démontrer un respect des exigences réglementaires. Le respect des arrêtés ministériels et préfectoraux permettront d'encadrer les risques résiduels de l'installation projetée.

### 4 - CONCLUSION

Les dispositions décrites dans les dossiers de porter à connaissance pour l'implantation du four de refusion sous vide H24 ainsi que pour l'implantation du four électrique de traitement thermique vertical TV2 permettent de démontrer que les modifications envisagées sont non substantielles et qu'elles ne sont pas soumises à une évaluation environnementale systématique, ni à un examen au cas par cas.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 modifié et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2021 devront être respectées ainsi que celles des dossiers en référence, à savoir :

- pour le four TV2 de revenu classé sous la rubrique 2561 : Arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561, **à l'exception de l'article 2.4.1** bénéficiant d'une dérogation ;
- pour la tour aéroréfrigérante classée sous la rubrique 2921 : Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- pour les installations contenant des fluides fluorés visées sous la rubrique 1185-2a : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185.

L'inspection propose à M. Le Secrétaire général d'accepter ces modifications en signant le projet de courrier joint au présent rapport.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	Le 1er avril 2026 L'inspectrice de l'environnement	Le 1er avril 2026 Pour le directeur par délégation, L'adjointe au chef de l'UID- CAP
 Stéphanie PIREYRE stephanie.pireyre 2026.03.31 15:14:48 +02'00'	 Estelle POUTOU	 Estelle POUTOU